

**AUTORITÉ DÉLÉGANTE DE
LA GESTION DÉLÉGUÉE DES SERVICES D'EAU POTABLE,
D'ÉLECTRICITÉ ET D'ASSAINISSEMENT
DE RABAT-SALE**

APPEL D'OFFRES N° 01/SPCR/2023

**AUDIT DE LA GESTION DÉLÉGUÉE D'ASSAINISSEMENT
LIQUIDE ET DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET DE
DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICES 2020 à 2022**

REGLEMENT DE CONSULTATION

(R.C.)

PIECE N°1

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE.....	3
A. GENERALITES.....	4
ARTICLE 1 - PORTEE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 2 - CONCURRENTS ADMIS À CONCOURIR	4
ARTICLE 3 - MATERIAUX, MATERIEL ET SERVICES AUTORISES.....	4
ARTICLE 4 – QUALIFICATION DU CONCURRENT	4
ARTICLE 5 - UNE OFFRE PAR CONCURRENT - GROUPEMENT - SOUS- TRAITANCE	6
ARTICLE 6 - FRAIS DE L'OFFRE.....	7
ARTICLE 7 – REUNION PREPARATOIRE A L'ETABLISSEMENT DES ENGAGEMENTS.....	7
B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	8
ARTICLE 8 - CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	8
ARTICLE 9- ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	8
ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	8
C. PREPARATION DES OFFRES.....	9
ARTICLE 11 - LANGUE DE L'OFFRE ET SYSTEME D'UNITES.....	9
ARTICLE 12 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE	9
ARTICLE 13 - MONTANT DE L'OFFRE	13
ARTICLE 14 - VALIDITE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT	14
ARTICLE 15 - CAUTIONNEMENT PROVISOIRE.....	14
ARTICLE 16 - FORME ET SIGNATURE DE L'ENGAGEMENT.....	15
D. REMISE DES OFFRES	16
ARTICLE 17 - CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES- PRESENTATION.....	16
ARTICLE 18 – REMISE DES OFFRES	17
ARTICLE 19 - ENGAGEMENT HORS DELAI.....	17
ARTICLE 20 - MODIFICATION ET RETRAIT DES ENGAGEMENTS	17
E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES	18
ARTICLE 21 - OUVERTURE DES PLIS	18
ARTICLE 22 CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE.....	19
ARTICLE 23 - ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AUX ENGAGEMENTS.....	19
ARTICLE 24 - EXAMEN DES ENGAGEMENTS ET DETERMINATION DE LA CONFORMITE	19
ARTICLE 25 - CORRECTION DES ERREURS.....	19
ARTICLE 26 - EVALUATION ET COMPARAISON DES ENGAGEMENTS	20
F. ATTRIBUTION DU MARCHE.....	21
ARTICLE 27 - CRITERES D'ATTRIBUTION.....	21
ARTICLE 28 - NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE	21
ARTICLE 29 - SIGNATURE DU MARCHE.....	21
ARTICLE 30 – CAUTION DEFINITIVE – RETENUE DE GARANTIE	21
ARTICLE 31 - ANNULATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE.....	21
G. ELEMENTS PARTICULIERS DE L'APPEL D'OFFRES.....	21
ARTICLE 32 – NATURE DES PRIX.....	21
ARTICLE 33 – DATE ET HEURE DE REMISE DES OFFRES.....	21
ARTICLE 34– MONTANTS DE CAUTION(S) D'ENGAGEMENT	21
ARTICLE 35 – MODE D'ATTRIBUTION.....	22
ARTICLE 36– DEFAILLANCE D'UN CABINET	24

PREAMBULE

Le présent appel d'offres est lancé par l'Autorité Délégante du Contrat de Gestion Délégée des Services d'Assainissement Liquide et de Distribution d'Eau Potable et d'Electricité de Rabat-Salé conformément aux dispositions de l'annexe 13 « Règlement des marchés » du Contrat de Gestion Délégée des Services d'Assainissement Liquide et de Distribution d'Eau Potable et d'Electricité de Rabat-Salé.

Le présent Règlement de consultation fixe les conditions et les formes dans lesquelles sera passé le marché.

Il est expressément stipulé qu'en cas de contradiction, de non concordance ou de différence entre les dispositions sur le marché à conclure, ce sont les dispositions du présent Règlement de consultation qui priment.

Dans toutes les pièces du présent dossier d'appel d'offres, à moins qu'il en soit autrement requis par le contexte, les termes ci-après ont la signification suivante :

- **Concurrent** : Personne morale qui propose une offre pour réaliser sous sa responsabilité les travaux d'audit.
- **Attributaire** : soumissionnaire dont l'offre aura été retenue avant la notification de l'approbation du marché.
- **Autorité Délégante** : l'Autorité Délégante de la gestion déléguée des services de l'eau potable, de l'électricité et de l'assainissement liquide de la Wilaya de la région de Rabat-Salé-Kénitra, nommée également le **Maître d'ouvrage**.
- **Service Permanent de Contrôle (SPC)** : le Service Permanent de Contrôle et de suivi de la gestion déléguée et qui relève de l'Autorité Délégante.
- **REDAL** : Société Délégataire, chargée de la gestion déléguée des services de distribution de l'eau potable, de l'électricité et de l'assainissement liquide de la Wilaya de la région de Rabat-Salé-Kénitra.
- **RED** : Régie de distribution de l'eau et de l'électricité de la Wilaya de Rabat-Salé-Kénitra, à laquelle REDAL a succédé.
- **Titulaire, Auditeur ou Bureau d'études** : personne morale qui réalise sous sa responsabilité les travaux d'audit ou l'étude objet du marché.
- **Audit ou étude** : ensemble des prestations de toute nature faisant l'objet du marché.
- **Délégataire** : la société REDAL chargée de la gestion déléguée des services de l'eau potable, de l'électricité et de l'assainissement liquide de la Wilaya de la région de Rabat-Salé-Kénitra.

A. GENERALITES

ARTICLE 1 - PORTEE DE L'OFFRE

1 - 1 OBJET DU MARCHE

Le présent appel d'offres est lancé pour désigner, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur au Maroc, un cabinet d'Audit qui sera chargé de réaliser, pour le compte de l'Autorité Délégante, les travaux d'audit de la gestion déléguée confiée à la société REDAL en tant que Délégataire.

Ces travaux d'audit concernent les exercices 2020 à 2022 dans un but de compléter l'audit de la Gestion Délégée à l'instar des exercices antérieurement audités, d'arrêter les passifs de la Gestion Délégée et de certifier les comptes de l'autorité délégante ;

1 - 2 DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est de **06 (six) mois**, il commence à partir de la date prescrite dans l'ordre de service.

ARTICLE 2 - CONCURRENTS ADMIS À CONCOURIR

L'appel d'offres s'adresse à tous les cabinets et bureaux d'audit, de conseil ou d'études qui satisfont aux conditions d'éligibilité, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Seuls les cabinets ou bureaux d'études n'ayant jamais exécuté des prestations pour le compte du Délégataire ou du groupe Veolia ou l'une de ses filiales, sont éligibles à la candidature pour l'exécution de la mission, objet de cet appel d'offres.

ARTICLE 3 - MATERIAUX, MATERIEL ET SERVICES AUTORISES

3.1 A la demande du Maitre d'ouvrage, le concurrent qui a fait l'engagement jugé le plus avantageux, peut être tenu de présenter des pièces établissant à la satisfaction du Maitre d'ouvrage la provenance des matériaux, du matériel et des services.

3.2 Aux fins de l'Article 3.1 ci-dessus, le terme « provenance » désigne le lieu où les matériaux, et le matériel sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

ARTICLE 4 – QUALIFICATION DU CONCURRENT

4.1 Pour se voir attribuer le Marché, les concurrents doivent établir à la satisfaction du Maitre d'ouvrage qu'ils ont les capacités et les ressources voulues pour mener à bien l'exécution du Marché. Les engagements doivent inclure les renseignements suivants :

- a) Des copies des documents originaux précisant la constitution ou le statut juridique, le lieu d'enregistrement et le principal lieu d'activité du concurrent ; une procuration écrite du signataire de l'engagement pour engager le concurrent,
- b) Le chiffre d'affaires annuel total, exprimé par le volume total des Etudes, Travaux ou Services réalisés au cours de chacune des cinq dernières années,
- c) Des informations concernant la réalisation en tant que cabinet principal des Etudes, ou Services, de nature et de volume analogues au cours des cinq dernières années appuyées par les certificats délivrés par les hommes de l'art sous la direction desquels ces prestations ont été exécutées ou les attestations délivrées par les administrations bénéficiaires desdites prestations, et des détails sur d'autres travaux en cours et engagements contractuels,
- d) Les Qualifications et l'expérience du personnel clé chargé de l'administration et de l'exécution du Marché, sur les lieux et au siège ;

- e) Des rapports sur la situation financière du concurrent, dont les comptes de résultats, et les bilans des deux dernières années
- f) L'autorisation d'obtenir des références auprès des banquiers du concurrent;
- g) Des renseignements relatifs à tout litige impliquant le concurrent, les parties en cause et le montant du litige
- h) Une description des méthodes et du calendrier de travaux proposés y compris les renseignements sur la nature et la qualité des matériaux proposés, suffisamment détaillée pour montrer que les propositions du concurrent sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le CPS.

4.2 Les engagements présentés par un groupement de deux ou plusieurs cabinets associés doivent répondre aux conditions suivantes :

- a) L'acte d'engagement doit inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 4.1 (a) à (i) ci-dessus pour chaque membre du groupement du Cabinet.
- b) L'acte d'engagement, lorsque celui-ci a été retenu, doit être signé de façon à engager tous les membres du groupement ;
- c) Un des membres est désigné comme responsable du groupement et cette autorisation est attestée par la présentation d'une procuration signée par les signataires dûment habilités de chacun des membres du groupement ;
- d) Le responsable du groupement est habilité à assumer les responsabilités et à recevoir les instructions pour le compte et au nom de chacun et de tous les membres du groupement, et l'ensemble de l'exécution du Marché, y compris les paiements, lui est exclusivement confié;
- e) Tous les membres du groupement sont responsables conjointement ou solidairement de l'exécution du Marché conformément aux dispositions dudit Marché, et une déclaration à cet effet est jointe à l'autorisation mentionnée à l'alinéa (c) ci-dessus ainsi qu'au Modèle de l'acte d'engagement au cas où leur offre serait retenue
- f) Une copie de l'accord conclu entre les membres du groupement est jointe à l'offre.

4.3 Aux fins du présent Marché, les concurrents doivent répondre aux critères de sélection minimum suivants :

- a) avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel, d'un montant équivalent ou supérieur au montant de l'estimation publiée par l'Autorité Délégante.
- b) avoir réalisé avec succès en tant que cabinet principal au moins un projet de nature et de complexité comparable à celles des Etudes, ou Services objet du présent appel d'offres au cours des cinq dernières années.
- c) Les références techniques doivent être obligatoirement accompagnées d'attestations de bonne exécution délivrées par les Maîtres d'Ouvrage ou les hommes de l'art sous la direction desquels ces prestations ont été exécutées.

Toute offre non accompagnée de ces attestations sera écartée.

- d) Indiquer les moyens humains et matériels en précisant la nature et la date d'acquisition et en précisant ceux affectés à l'opération objet de l'Appel d'offres.
- e) Proposer un directeur de Projet avec une expérience suffisante dans la réalisation des prestations de nature et de complexité similaire , et ce conformément au CPS.
- f) Avoir une situation financière saine ressortant des rapports d'audits des trois dernières années ou à défaut les bilans et comptes d'exploitation des trois dernières années, de plus

présenter une attestation de solvabilité de la part de la banque du Cabinet ou Bureau d'études (BET).

4.4 Les critères obtenus par chacun des membres d'un groupement d'entreprises sont ajoutés pour déterminer si le concurrent répond aux critères de sélection minimums énoncés à l'Article 4.3 ci-dessus, toutefois :

- pour qu'un groupement solidaire remplisse les conditions fixées, chacun de ses membres doit satisfaire aux critères minimums énumérés à l'Article 4.3 (a) (b) et (e) en tant que concurrent individuel. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'acte d'engagement du Groupement pourra être rejeté.
- pour qu'un groupement conjoint remplisse les conditions fixées, chacun de ses membres doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'acte d'engagement du Groupement pourra être rejeté.

N.B : L'expérience et les ressources des sous-traitants ne seront pas prises en considération pour déterminer si un concurrent répond aux critères de sélection minimum.

ARTICLE 5 - UNE OFFRE PAR CONCURRENT - GROUPEMENT - SOUS- TRAITANCE

5-1 UN ENGAGEMENT PAR CONCURRENT

Chaque concurrent ne présentera qu'un engagement, soit à titre individuel soit en tant que membre d'un groupement de Cabinets. Un concurrent qui présente plusieurs offres ou qui participe à plusieurs offres est disqualifié.

5-2 GROUPEMENTS

Les cabinets pourront constituer des groupements avec d'autres Cabinets ou BET. Dans ce cas, les groupements doivent être soit conjoints, ou solidaires.

Dans le cas d'un groupement, le chef de file sera chargé de la coordination et de la liaison avec l'Autorité Délégante, jusqu'à la date de la réception définitive des prestations. Passé ce délai, chaque membre du groupement poursuit les litiges qui le concernent éventuellement.

Le mémoire d'exécution précisera le chef de file du groupement et le rôle de chaque cabinet dans celui-ci.

Pour l'exécution du marché, le chef de file sera le représentant unique du groupement vis à vis de l'Autorité Délégante.

1- GROUPEMENT CONJOINT

Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement, s'engage à exécuter une ou plusieurs parties distinctes.

L'un d'entre eux, est désigné dans l'acte et dans le marché comme mandataire ; il est solidaire de chacun des autres membres et les représente jusqu'à la date de réception définitive.

Chaque membre du groupement conjoint, y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.

Le groupement conjoint doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et précise la ou les parties des prestations que chacun des membres s'engage à réaliser.

2- GROUPEMENT SOLIDAIRE

Le groupement est solidaire lorsque tous ses membres s'engagent solidairement pour la réalisation du marché; l'un d'entre eux est désigné dans l'acte d'engagement et le marché comme mandataire représentant l'ensemble des membres du groupement jusqu'à la date de la réception définitive, et qui doit pallier toute éventuelle défaillance de ses partenaires.

Le groupement solidaire doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

Les membres du groupement solidaire, y compris le mandataire, doivent justifier individuellement les capacités juridiques exigées.

5-3 SOUS-TRAITANCE

Les concurrents indiqueront à l'appui de leurs offres, la liste des sociétés proposées en tant que sous-traitants en indiquant la nature des prestations à leur confier. Ils fourniront aussi une copie conforme des contrats de sous-traitance par lesquels ils confient l'exécution d'une partie de leurs marchés à des tiers.

Les concurrents indiqueront à l'appui de leurs offres, la liste et les références des sociétés proposées en tant que sous-traitants en indiquant la nature des travaux à leur confier.

La sous-traitance ne peut ni dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché défini au niveau de la section G du présent Règlement.

L'Autorité Délégente se réserve le droit de refuser tout sous- traitant qui ne présenterait pas les références suffisantes pour exécuter les prestations dont il aurait la charge et l'attributaire s'engage à présenter de nouveaux sous- traitants sans qu'il en résulte une quelconque augmentation des prix jusqu'à ce qu'il ait reçu l'agrément de l'Autorité Délégente.

Le concurrent ne peut faire appel à un ou plusieurs sous- traitants pour l'exécution des parties du marché qui sont sa spécialité et qui lui sont confiées en raison de ses moyens et de son expérience personnelle. Dans tous les cas, l'attributaire est tenu d'imposer aux sous-traitants des obligations telles que l'application des clauses du Marché reste assurée et qu'il demeure responsable, tant envers l'Autorité Délégente qu'envers les tiers.

L'Autorité Délégente peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de 15 jours notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions requises.

L'Autorité Délégente ne se reconnaît aucun lien juridique avec le sous-traitant.

ARTICLE 6 - FRAIS DE L'OFFRE

Chaque concurrent supportera tous les frais inhérents à la préparation et à la présentation de son offre. L'Autorité Délégente ne sera en aucun cas responsable de ces coûts ni tenue de les payer, de quelque façon que se déroule la procédure d'Appel d'Offres et quel qu'en soit le résultat final.

ARTICLE 7 – REUNION PREPARATOIRE A L'ETABLISSEMENT DES ENGAGEMENTS

Il n'est pas prévu de réunion préparatoire à l'établissement des engagements, toutefois les concurrents peuvent demander des éclaircissements conformément à l'article 9 ci-dessous

Ainsi tout concurrent, en présentant son offre déclare :

- Avoir pleine connaissance de l'ensemble des prestations.
- Avoir apprécié toutes les difficultés résultant de l'exécution des prestations.

B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 8 - CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Les candidats pourront se procurer gratuitement le dossier d'appel d'offres auprès de :

AUTORITE DELEGANTE

ADRESSE : 3, rue Ouarfel, Nahda RABAT – MAROC

TEL : +212 5 37 75 48 95/ 63 37 60, FAX : +212 5 37 65 68 02

8.1 Le dossier d'appel d'offres comprend les documents énumérés ci-après et doit être lu en même temps que tout additif ultérieur publié conformément à l'Article 10 du présent Règlement de consultation :

- **PIECE 1** : REGLEMENT DE CONSULTATION.
- **PIECE 2** : CAHIER DES CLAUSES SPECIALES (CPS).
- **PIECE 3** : BORDEREAU DU PRIX GLOBAL
- **PIECE 4** : SOUS DETAIL DES PRIX
- **PIECE 5** : MODELES DE DOCUMENTS DE SOUMISSION.

8.2 Seul un exemplaire de chacun des documents sus visés est fourni par l'Autorité Délégante à titre gratuit; le concurrent fera les copies nécessaires pour présenter son offre.

ARTICLE 9- ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Tout concurrent qui désire obtenir des éclaircissements sur l'appel d'offres est tenu de le notifier par lettre ou fax, envoyé à l'adresse de **l'Autorité Délégante** ci-dessus précisée, ou par mail à l'adresse électronique précisée sur l'avis d'appel d'offre.

L'Autorité Délégante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements sur les documents d'appel d'offres qu'elle aura reçue **07 jours avant la date de remise fixée dans l'avis d'appel d'offre**. Des copies des réponses adressées à ce titre aux concurrents demandeurs d'éclaircissements, seront adressées par l'Autorité Délégante à tous les concurrents ayant retiré le dossier de l'appel d'offres dans le strict respect de l'anonymat des cabinets ayant formulé les questions correspondantes.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

10.1 À tout moment, avant la date fixée pour la remise des offres, le Maitre d'ouvrage peut, pour quelque motif que ce soit, de sa propre initiative ou à la suite d'une demande d'éclaircissements présentée par un concurrent, modifier le dossier d'appel d'offres en publiant des additifs.

10.2 Tout additif ainsi publié fait partie du dossier d'appel d'offres conformément à l'Article 8.1 ci-dessus et est communiqué par écrit ou par fax à tous les concurrents qui ont déjà retiré le dossier d'appel d'offres. Ces derniers accusent réception de chaque additif au Maitre d'ouvrage par fax.

10.3 Pour donner aux concurrents suffisamment de temps et tenir compte de l'additif lors de la préparation de leurs offres, le Maitre d'ouvrage a la faculté de reporter la date limite de remise des offres.

C. PREPARATION DES OFFRES

AVERTISSEMENT

Toute fausse déclaration ou falsification des attestations entraînera la radiation immédiate de son auteur de la liste des cabinets admis à soumissionner, la confiscation des cautions provisoires et ce, sans préjudice de poursuites judiciaires.

ARTICLE 11 - LANGUE DE L'OFFRE ET SYSTEME D'UNITES

L'acte d'engagement ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangés entre le concurrent et le Maître d'ouvrage sont rédigés en Français. Les documents complémentaires et tout document imprimé, fournis par le concurrent peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction exacte des passages concernant l'acte d'engagement dans la langue indiquée ci-dessus, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'acte d'engagement, la traduction en Français fait foi.

Pour les documents produits en plusieurs exemplaires, le marquage de l'original et des copies est obligatoire.

ARTICLE 12 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE

12.1 L'offre présentée par le concurrent comprend les documents suivants : Acte d'engagement ; Caution provisoire ; Bordereau des prix ; Devis Estimatif; renseignements concernant l'éligibilité et la qualification du concurrent; et tout autre document devant être rempli et soumis par les concurrents conformément au présent Règlement de consultation.

La présentation du dossier se fera comme suit:

DOSSIER	NOMBRE DE COPIES
Dossier Financier	01 (un) exemplaire original.
Dossier Administratif	01 (un) exemplaire original + 01 (une) copie papier +01 (une) copie scannée
Dossier Technique	01 (un) exemplaire original + 01 (une) copie 01+ (une) copie papier + 01 (une) copie scannée

Les documents énumérés ci-après dans chacun de ces dossiers ainsi que ceux énumérés à l'Article 8 doivent être fournis et/ou remplis sans exception, sous réserve des compléments apportés aux dits documents selon le même modèle et sous réserve des dispositions de l'Article 15 ci-dessous concernant les autres formes possibles de caution provisoire :

A - DOSSIER FINANCIER EN UN 01 SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL SOUS PLI FERME COMPORTANT LES PIECES SUIVANTES :

A-1 L'acte d'engagement

A établir conformément au modèle annexé au dossier d'appel d'offres, dûment rempli et signé par le concurrent.

L'acte d'engagement précisera le montant total à régler en chiffres et en toutes lettres.

L'acte d'engagement doit indiquer le montant hors taxes (T.V.A), le montant des taxes (T.V.A), et le montant total toutes taxes comprises.

A-2 Le bordereau des prix unitaires, pièce du présent Dossier d'Appel d'Offres, complété en chiffres et en toutes lettres, paraphé à chaque page et signé en dernière page.

A-3 Eventuellement le détail estimatif, pièce du présent dossier d'Appel d'Offres, complété quant aux prix unitaires et aux produits de ces prix unitaires par les quantités correspondantes, paraphé à chaque page et signé en dernière page.

A-4 La convention liant les membres du groupement, la répartition des tâches au sein du groupement et la part du montant de l'Offre revenant à chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement de cabinets, ces pièces devront être paraphées et signées par les signataires qualifiés de chacun des cabinets constituant le groupement.

Ces quatre pièces seront placées dans une enveloppe cachetée et portant la mention « **OFFRE FINANCIERE** ».

Les candidats fourniront l'Offre financière en **un seul exemplaire original**.

B- DOSSIER ADMINISTRATIF EN DEUX EXEMPLAIRES SOUS PLIS FERMES (01 ORIGINAL + 01 COPIE) COMPORTANT :

PIECE	DOSSIER ADMINISTRATIF
Pièce a	Déclaration sur l'honneur* (datée, cachetée et signée)
Pièce b	Ensemble du Dossier d'Appel d'Offres paraphé et signée .
Pièce c	Déclaration de solidarité – Mandataire* (si groupement) Avec précision de la répartition en pourcentage entre membres du groupement.
Pièce d	Convention de groupement *
Pièce e	Caution(s) de soumission, établie(s) par une banque marocaine.*
Autre	Mode de règlement choisi : - Attestation de RIB ou IBAN original pour les virements. - Le nom ou la raison sociale pour le paiement par Chèque.
Autre	Références Financières <ul style="list-style-type: none">Le chiffre d'affaires annuel total au cours des cinq dernières années (Article 4.1.b) en précisant les pourcentages correspondants aux réalisations de type de celle objet du présent Appel d'offres ;Les rapports sur la situation financière du concurrent, dont les comptes de résultats, les bilans et éventuellement les rapports d'audit des trois dernières années

* **Pièce à établir conformément aux modèles de documents de soumission fournis par l'Autorité Délégante.**

En cas de groupement :

- 1- Chacun des membres doit présenter ses propres attestations visées aux pièces (a-b).
- 2- Le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :
 - I. Au nom collectif du groupement ;
 - II. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
 - III. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité ;

Dans les cas prévus aux II) et III) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, dans les cas visés par les articles 15.6 et 27.2, le montant total dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage.

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, il devra communiquer à l'Autorité Délégante dans les **48 heures ouvrables de la réception de l'écrit l'informant de l'acceptation provisoire de son offre**, les pièces e, f, g et h (ci-après dénommées le complément du dossier administratif).

En cas de non-respect de cette obligation ou de non-conformité des pièces du complément aux exigences du présent Règlement, l'Autorité Délégante se réserve le droit de rejeter l'offre en question, de procéder à la confiscation du cautionnement provisoire et de passer le marché au soumissionnaire dont l'offre a été classée deuxième une fois qu'il a respecté la disposition ci-dessus.

Complément du dossier administratif

- Les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent (**pièce e**).
- L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé (**pièce f**).

- L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière (**pièce g**).
- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation (**pièce h**).

Toutefois les soumissionnaires non installés au Maroc et auxquels il est envisagé d'attribuer le marché sont tenus de fournir l'équivalent des attestations (e), (f), (g) et (h) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

C- DOSSIER TECHNIQUE EN TROIS EXEMPLAIRES SOUS PLIS FERMES (01 ORIGINAL ET 02 COPIES) COMPORTANT :

PIECE	DOSSIER TECHNIQUE	OBLIGATOIRE
Pièce a	Note sur les moyens humains et matériels générales du soumissionnaire.	Oui
Pièce b-1	Liste des références techniques récentes.	Oui
Pièce b-2	Attestations de références techniques récentes. Se rapportant à des réalisations des prestations de nature et de volume analogues au cours des cinq dernières années, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels ces prestations ont été exécutées ou les attestations délivrées par les administrations bénéficiaires desdites prestations	Oui
Pièce c	Propositions de sous-traitance, dossier administratif, technique et juridique du sous-traitant(s) Copie du contrat de sous-traitance.	Oui
Pièce d-1	Attestation de capacité financière délivrée pour l'AO *.	Oui
Pièce d-2	Attestation d'assurance du personnel, matériel.	Oui
Pièce e	Renseignements juridiques, administratifs et financiers * (Attestations de chiffre d'affaires pour les cinq dernières années).	Oui
Pièce f	Plan de charge du concurrent *.	Oui
Pièce g 1	Moyens humains prévus pour la réalisation des prestations.	Oui
Pièce g 2	Planning détaillé des missions et chronogramme nominatif d'interventions. Faisant ressortir l'enchaînement des opérations (avec si besoin, le chemin critique) et précisant les dates de début et de fin des différentes missions.	Oui
Pièce g 3	Moyens matériels prévus pour la réalisation des prestations.	Oui
Pièce g 4	Mémoire sur la méthodologie générale prévue pour la réalisation des prestations, exposant : <ul style="list-style-type: none"> • Les méthodes de réalisation des missions et sous-missions. • L'encadrement prévu et le personnel spécialisé • L'organisation, les tâches et prestations confiées à chacun des partenaires du groupement (dans le cas de groupement) et des sous-traitants. • Le descriptif et justificatif du projet et des logiciels entrant dans l'offre, accompagné de la documentation nécessaire sur les éditeurs, le mode de fonctionnement et les caractéristiques techniques (dont les performances garanties). 	Oui

* Pièce à établir conformément aux modèles de documents de soumission fournis par l'Autorité Délégante.

N.B : Dans le cas de groupement (conjoint ou solidaire), chaque membre doit fournir un dossier technique pour les pièces a, b, d, e, f.

D- OBSERVATION GENERALE

Il est à signaler que l'absence d'une des pièces citées ci-dessus au niveau des dossiers Administratif, Technique, ou de l'Offre financière ou la non-conformité au modèle en vigueur d'une de ces pièces, pourra entraîner le rejet pur et simple de l'offre sans possibilité de contestations de la part du ou des candidats.

ARTICLE 13 - MONTANT DE L'OFFRE

13.1 Sauf indication contraire figurant dans le dossier d'appel d'offres, le Marché couvre l'ensemble des études décrites dans le CPS, sur la base du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif présentés par le concurrent.

13.2 Le concurrent indique les prix unitaires et totaux de toutes les rubriques figurant au Devis Estimatif. Les rubriques pour lesquelles le concurrent n'a pas indiqué de prix unitaires et totaux ne

seront pas payés par l'Autorité Délégante après exécution. Ces prix sont supposés être inclus dans d'autres prix unitaires et totaux figurant au Bordereau des prix et au Devis Estimatif.

13.3 Tous les droits, taxes et autres prélèvements payables par l'adjudicataire au titre du Marché, ou à tout autre titre, 28 jours avant la date limite de remise des engagements sont inclus dans les prix unitaires et totaux et dans le montant total de l'acte d'engagement présenté par le concurrent, et l'évaluation et la comparaison des engagements faites par le Maître d'ouvrage s'effectuent sur cette base.

En établissant ses prix, le concurrent est réputé avoir examiné en détail et avoir tenu compte de toutes les incidences des lois fiscales et douanières en vigueur à la date de remise des offres.

13.4 Les prix unitaires et totaux du marché sont fermes et non révisables.

ARTICLE 14 - VALIDITÉ DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

14.1 Les engagements restent valides pendant **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis. Une offre valide pour une période plus courte sera écartée comme non conforme aux clauses du marché.

14.2 Dans des cas exceptionnels, avant l'expiration du délai initial de validité des offres, le Maître d'ouvrage peut demander aux concurrents de proroger la durée de validité de leur acte d'engagement pour une période donnée. Sa demande et les réponses à sa demande, doivent être faites par écrit ou par fax. Le concurrent peut refuser de proroger la validité de son acte d'engagement sans perdre sa garantie de l'engagement.

Le concurrent qui accepte de proroger la durée de validité de son acte d'engagement n'est pas tenu de modifier son engagement ni autorisé à le faire, mais il doit proroger la durée de validité de sa garantie de l'engagement en conséquence et conformément aux dispositions de l'Article 15 à tous égards.

ARTICLE 15 - CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

15.1 Conjointement à son offre, le concurrent fournira un cautionnement qui sera fixé dans l'avis d'A.O, qui fera partie intégrante de son offre.

15.2 La garantie de l'engagement se présente sous forme de garantie inconditionnelle émise par une banque Marocaine. La garantie bancaire ou la caution est conforme à l'un des modèles de la garantie de l'engagement joints au présent dossier d'Appel d'offres. Les lettres de crédits, les garanties bancaires et les cautions émises pour garantir l'acte d'engagement sont valides **aux trente-trois (33) jours inclus suivant la fin du délai de validité des offres et son éventuelle prorogation confirmée par le soumissionnaire, toute demande de l'Autorité délégante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque dans ce délai de trente jours.**

15.3 Tout acte d'engagement qui n'est pas accompagné d'une garantie de l'engagement acceptable est rejetée par le Maître d'ouvrage comme non conforme.

15.4 La garantie de l'engagement des concurrents non retenus est restituée par l'Autorité Délégante **à la fin de la procédure d'appel d'offres.**

15.5 La garantie de l'engagement de l'attributaire du Marché est libérée dès que ce dernier a reçu **la lettre de notification de l'approbation du marché et constitué le cautionnement définitif tel que défini par le CPS.**

15.6 La garantie de l'engagement peut être saisie :

- a) Si le concurrent retire son engagement durant la période de validité des actes engagements ;
- b) Si le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'a pas communiqué à l'Autorité Délégante le complément du dossier administratif conformément aux dispositions de l'article 12.b ;

- c) Si le concurrent n'accepte pas la correction du montant de son acte d'engagement, conformément aux dispositions de l'Article 25.2.
- d) Si l'attributaire du Marché omet, dans les délais fixés,
 - i) De signer le marché,
 - ii) De présenter la caution définitive requise.

ARTICLE 16 - FORME ET SIGNATURE DE L'ENGAGEMENT

16.1 Le concurrent prépare les originaux et les copies des documents constitutifs de l'engagement décrits à l'Article 12 du présent Règlement, groupés avec le volume contenant le Modèle d'acte d'engagement et indiquant clairement « ORIGINAL » et « COPIE » selon le cas. En cas de divergence entre l'original et la copie, l'original fait foi.

16.2 L'original et toutes les copies de l'offre sont dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et sont signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du concurrent, conformément à l'Article 4.1.a. Toutes les pages de l'engagement comprenant des surcharges ou des changements sont paraphées par le ou les signataires de l'acte d'engagement.

16.3 L'acte d'engagement ne comporte aucune modification, suppression ni surcharge, à l'exception de celles qui sont effectuées conformément aux instructions émises par le Maître d'ouvrage ou de celles qui sont nécessaires pour corriger des erreurs du concurrent, auquel cas les corrections, sont paraphées par le ou les signataires de l'acte d'engagement.

D. REMISE DES OFFRES

ARTICLE 17 - CACHETAGE ET MARQUAGE DES OFFRES- PRESENTATION

17.1 Le concurrent cache l'original et, le cas échéant, la copie de l'engagement en utilisant trois enveloppes intérieures portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE » selon le cas et une extérieure renfermant les trois enveloppes comme indiqué ci-après :

17.2 Les différentes enveloppes seront présentées de la façon suivante :

a) **Une première enveloppe** cachetée renfermant le dossier A : « DOSSIER FINANCIER ». Cette enveloppe contient l'original.

Sur l'enveloppe, il sera indiqué clairement :

- ENGAGEMENT POUR LE PROJET
- DOSSIER FINANCIER.
- NUMERO DE L'APPEL D'OFFRES.....
- NOM DU CONCURRENT :
- NE PAS OUVRIR AVANT :

b) **Une deuxième enveloppe** cachetée renfermant le dossier B : « DOSSIER ADMINISTRATIF » Cette enveloppe contient l'original + 01 copie dans des enveloppes distinctes.

Sur l'enveloppe, il sera indiqué clairement :

- ENGAGEMENT POUR.....
- DOSSIER ADMINISTRATIF.
- NUMERO DE L'APPEL D'OFFRES :
- NOM DU CONCURRENT :

c) **Une troisième enveloppe** cachetée renfermant le dossier C : « DOSSIER TECHNIQUE ». Cette même enveloppe contient l'original + 01 copie dans des enveloppes distinctes.

Sur les quatre enveloppes, il sera indiqué clairement :

- ENGAGEMENT POUR
- DOSSIER TECHNIQUE.
- NUMERO DE L'APPEL D'OFFRES :
- NOM DU CONCURRENT :

Ces trois enveloppes devront être mises à l'intérieur d'une quatrième enveloppe cachetée, mentionnant le nom et l'adresse du concurrent et portant le libellé :

TITRE AO

« LE PLI NE DOIT ETRE OUVERT QUE PAR LE PRESIDENT DE LA

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES LORS DE LA SEANCE D'OUVERTURE

DES PLIS DU « 08/09/2023 »

17.3 En plus des identifications exigées à l'Article 17.2, l'enveloppe extérieure porte le nom et l'adresse du concurrent pour que l'engagement puisse être renvoyé cacheté à ce dernier, au cas où il serait déclaré hors délai, conformément à l'Article 19.

17.4 Si l'enveloppe extérieure n'est pas cachetée et marquée comme indiquée ci-dessus, le Maître d'ouvrage n'est en aucun cas responsable si l'engagement est égaré ou s'il est ouvert prématurément.

ARTICLE 18 – REMISE DES OFFRES

Les offres seront adressées par la poste sous pli recommandé avec accusé de réception ou remises au bureau d'ordre de l'Autorité Déléguée à l'adresse suivante :

**AUTORITE DELEGANTE DES SERVICES D'EAU,
D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE DE RABAT-SALE
3, RUE OUARFEL - NAHDA - RABAT (MAROC).**

Le Maître d'ouvrage doit recevoir les engagements à l'adresse spécifiée ci-dessus, au plus tard le jour et l'heure indiqués dans l'Avis d'AO.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Seul le cachet du bureau des appels d'offres de l'Autorité Déléguée fera foi pour la date et l'heure de réception des offres.

Les engagements envoyés par courrier, seront de la responsabilité des concurrents. Le concurrent devra tenir compte du délai utilisé par la Poste pour que l'engagement arrive à l'Autorité Déléguée avant la date d'ouverture de plis.

ARTICLE 19 - ENGAGEMENT HORS DELAI

Tout engagement reçu par le Maître d'ouvrage après la date limite fixée pour la remise des engagements à l'Article 21, ou après la date et l'heure limites fixées dans l'additif éventuel en application de l'Article 10 en cas de report de la date limite de remise des offres, est retournée au concurrent.

ARTICLE 20 - MODIFICATION ET RETRAIT DES ENGAGEMENTS

20.1 Un engagement une fois déposé, peut être modifié ou retiré, avant la date d'ouverture des plis, sous demande par écrit du concurrent.

20.2 Aucun engagement ne peut être modifié par le concurrent après la date d'ouverture des plis.

20.3 Le retrait d'un engagement entre la date d'ouverture des plis et l'expiration du délai de validité des engagements spécifiée dans l'article 14, entraîne la saisie de la caution provisoire conformément aux dispositions de l'Article 15.6.

E. OUVERTURE DES PLIS ET ÉVALUATION DES OFFRES

ARTICLE 21 - OUVERTURE DES PLIS

1. Le Maître d'ouvrage doit recevoir les engagements déposés ou reçus par la poste à l'adresse spécifiée à la date et l'heure indiquées dans l'avis d'appel d'offres.
2. La réunion de la séance publique d'ouverture des plis est tenue dans la date et l'heure fixée dans l'avis de l'appel d'offres. Toutefois si ce jour est déclaré légalement férié ou chômé, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure.

Lors de cette séance les candidats et le public sont admis pour assister à l'ouverture des plis.

3. Le président ouvre la séance, donne lecture de l'avis d'appel d'offres, dépose sur le bureau tous les plis reçus et invite les concurrents présents qui n'auraient pas déposé leurs plis dans les délais fixés, à les remettre.
4. La liste des plis déposés ou reçus par voie postale est alors arrêtée définitivement par la commission. Aucun autre engagement déposé ou reçu postérieurement à cet instant ne sera alors admis.
5. Le président procède à l'ouverture des enveloppes administratives et techniques, annonce le nom des concurrents, la présence ou l'absence des pièces exigées et dresse un état des pièces fournies par chaque concurrent.
6. Cette formalité accomplie, la séance publique est suspendue ; les concurrents et le public se retirent de la salle.
7. La commission délibère à huis clos. Après avoir éliminé les candidats qui n'ont pas la qualité pour soumissionner ou dont les capacités sont jugées insuffisantes, elle arrête la liste des candidats admis sans faire connaître le motif des éliminations.
8. La séance publique est reprise le même jour ou à une date ultérieure communiquée aux membres et aux soumissionnaires, lors de laquelle le président donne lecture de la liste des concurrents admissibles. Il rend, contre décharge, aux concurrents écartés présents leurs dossiers sans ouvrir les enveloppes contenant l'offre financière et l'offre technique le cas échéant.
9. Le président ouvre les enveloppes contenant les offres techniques des concurrents admis. Il donne lecture des pièces contenues dans chaque enveloppe.
10. Le président fixe, en concertation avec les membres de la commission:
 - la date et l'heure de la séance d'examen de l'offre technique dans les conditions prévues aux articles 34 ci-dessous ;
 - la reprise de la séance publique qu'il communique aux concurrents et au public présent.
11. Cette formalité accomplie, il est mis fin à la séance publique et les concurrents et le public se retirent de la salle.
12. La séance publique est reprise et le président ouvre ensuite les enveloppes portant la mention offre financière des concurrents retenus et donne lecture de la teneur des actes d'engagements.

Les membres de la commission paraphent ces actes ainsi que le bordereau du prix global et le sous détail des prix .

Cette formalité accomplie, la séance publique prend fin ; les concurrents et le public se retirent de la salle.

ARTICLE 22 CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des offres n'est divulguée aux concurrents ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du marché au concurrent retenu. Toute tentative faite par un concurrent pour influencer le Maître d'ouvrage dans l'examen des engagements ou la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son engagement.

ARTICLE 23 - ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AUX ENGAGEMENTS

L'Autorité Délégante se réserve la possibilité d'inviter tout Concurrent, après l'ouverture des plis, à apporter à son offre des éclaircissements et à des points qu'elle jugera nécessaires à l'évaluation de celle-ci. Dans ce cas, tout Concurrent invité par écrit à fournir de tels éclaircissements et précisions et qui ne répondrait pas dans les délais fixés par l'Autorité Délégante peut être éliminé, étant bien entendu par ailleurs que les éclaircissements et précisions ainsi demandés et les réponses auxquelles ils donneront lieu ne devront modifier ni la teneur ni le prix de l'offre.

ARTICLE 24 - EXAMEN DES ENGAGEMENTS ET DETERMINATION DE LA CONFORMITE

24.1 Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, le Maître d'ouvrage vérifie que chaque engagement :

- i) a été dûment signé ;
- ii) est accompagné des garanties requises ;
- iii) est conforme pour l'essentiel aux conditions fixées dans le dossier d'appel d'offres;
- iv) présente toute précision et/ou justification que le Maître d'ouvrage peut demander
- v) respecte les critères de qualification

24.2 Un engagement conforme pour l'essentiel est un engagement qui respecte toutes les conditions, modalités et spécifications du dossier d'appel d'offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle :

- i) qui affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou l'exécution des Etudes, ou Services
- ii) qui limite sensiblement, et en contradiction avec le dossier d'appel d'offres, les droits du Maître d'ouvrage ou les obligations du concurrent en vertu du Marché
- iii) dont la correction affecterait injustement la compétitivité des autres concurrents qui ont présenté des engagements conformes pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres.

24.3 Si un engagement n'est pas conforme pour l'essentiel, il est rejeté par le Maître d'ouvrage et ne peut être par la suite rendu conforme par la correction ou le retrait subséquent de la divergence ou réserve qui le rendait non conforme.

ARTICLE 25 - CORRECTION DES ERREURS

25.1 Le Maître d'ouvrage vérifie les engagements qui ont été reconnus conformes pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. Le Maître d'ouvrage corrige les erreurs de la façon suivante :

- a) Lorsqu'il y a une différence entre le montant en chiffres et le montant en lettres, le montant en lettres fait foi.
- b) Lorsqu'il y a une différence entre le prix unitaire et le montant total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire cité fait foi.

- c) Si le Maître d'ouvrage estime qu'il s'agit d'une erreur grossière de virgule dans le prix unitaire, le montant total cité fait foi et le prix unitaire est corrigé.
- d) En cas de non concordance entre le montant résultant du détail estimatif et celui déclaré dans l'engagement hors ristourne, le montant du détail estimatif fait foi.

25.2 Le Maître d'ouvrage rectifie le montant figurant dans le Modèle d'acte d'engagement conformément à la procédure susmentionnée pour la correction des erreurs et, avec le consentement du concurrent, ledit montant est réputé engager le concurrent. Si le concurrent n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son engagement est rejeté et la caution provisoire peut être saisie conformément aux dispositions de l'Article 15.6 (c).

ARTICLE 26 - EVALUATION ET COMPARAISON DES ENGAGEMENTS

26.1 Le Maître d'ouvrage n'évalue et ne compare que les engagements qui ont été reconnus conforme pour l'essentiel aux dispositions de l'Article 24.

26.2 En évaluant les engagements, le Maître d'ouvrage détermine pour chacun le Montant évalué en rectifiant le Montant de l'engagement comme suit :

- a) En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'Article 25.
- b) en procédant à un ajustement approprié pour toute autre modification, divergence ou variante présentée conformément aux dispositions de l'Article 16
- c) En appliquant tout rabais offert par le concurrent pour l'attribution de plus d'un marché.

26.3 Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou engagement variante. Les modifications, divergences, engagements variantes et autres facteurs qui viennent s'ajouter aux conditions requises par le dossier d'appel d'Offres ou qui entraînent par ailleurs des avantages qui ne sont pas sollicités par le Maître d'ouvrage ne sont pas pris en considération lors de l'évaluation des engagements.

26.4 La comparaison se fera obligatoirement sur les offres retenues à l'issue de l'analyse des dossiers techniques.

L'attribution ne sera pas nécessairement prononcée sur la base du critère du moins disant parmi les offres ci-dessus qui sont substantiellement conformes au dossier d'Appel d'Offres, mais le jugement tiendra compte à la fois des différentes composantes de l'offre :

- Consistance et qualité de l'acte d'engagement
- Qualité technique de l'offre proposée ;
- Références de tout type, apportées par le concurrent
- Délai d'exécution et planning ;
- Consistance des justifications qui font le support du planning d'exécution présenté, en ordre à l'accomplissement du délai d'exécution proposée
- Organisation de la qualité.
- Montant de l'offre ; etc.

26.5 Dans le cas où plusieurs engagements jugés les plus intéressants sont tenus pour équivalents, l'Autorité Délégante demandera à ceux-ci de présenter un rabais.

26.6 Si aucune des propositions ne lui paraît acceptable, l'Autorité Délégante pourra déclarer l'appel d'offres infructueux et en informer tous les candidats ; il sera alors procédé à un nouvel appel à la concurrence.

F. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 27 - CRITERES D'ATTRIBUTION

Le Maître d'ouvrage attribue le Marché au concurrent dont l'engagement a été reconnu conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres et qui a offert l'acte d'engagement jugé le plus avantageux, sous réserve que ledit concurrent a été jugé :

- i) éligible conformément aux dispositions de l'Article 2;
- ii) qualifié conformément aux dispositions de l'Article 4.

ARTICLE 28 - NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Avant l'expiration du délai de validité des engagements arrêté par le Maître d'ouvrage, ce dernier notifie à l'attributaire du Marché par fax, confirmé par lettre recommandée, que son offre a été acceptée.

ARTICLE 29 - SIGNATURE DU MARCHÉ

29.1 Le Maître d'ouvrage envoie à l'attributaire du Marché, pendant la période de validité de son offre, la notification de l'acceptation de son engagement.

29.2 L'Autorité Délégante prépare le marché, lequel récapitule tous les accords conclus entre les parties, et l'envoie à l'attributaire du Marché pour sa signature. L'attributaire doit renvoyer le marché signé dans un délai maximum de quinze (15) jours.

ARTICLE 30 – CAUTION DEFINITIVE – RETENUE DE GARANTIE

30.1 CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement définitif est fixé à 3 % (trois pour cent) du montant du Marché toutes taxes comprises. Il devra être constitué dans les trente jours suivant la date de notification de l'approbation du marché; il sera restitué sur demande écrite, après prononciation de la réception définitive.

30.2 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet

ARTICLE 31 - ANNULATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Si l'attributaire du Marché ne remplit pas les conditions indiquées dans les Articles 29 et/ou 30, il peut en résulter l'annulation de l'attribution du Marché et la saisie de la garantie de l'engagement.

G. ELEMENTS PARTICULIERS DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 32 – NATURE DES PRIX

Les prix seront fermes et non révisables pendant la durée de réalisation du marché.

ARTICLE 33 – DATE ET HEURE DE REMISE DES OFFRES

La date limite de la remise des offres est fixée au plus tard le 08 Septembre **2023 à 11h00 (heure locale en vigueur)**, délai de rigueur (Contact : +212 5 37 75 48 95/ 63 37 60).

ARTICLE 34– MONTANTS DE CAUTION(S) D'ENGAGEMENT

Conformément à l'article 15, pour le présent appel d'offres il est fixé un cautionnement comme suit :

MONTANT DU CAUTIONNEMENT PROVISoire EN DIRHAMS (EN CHIFFRES)	MONTANT DU CAUTIONNEMENT PROVISoire EN DIRHAMS (EN LETTRES)
22 500 DH	Vingt-deux mille cinq cent dirhams

ARTICLE 35 – MODE D'ATTRIBUTION

1- BARÈME DE NOTATION TECHNIQUE

1- REFERENCES TECHNIQUES DU BUREAU D'ÉTUDES	25 points
Nombre de références récentes datant de moins de 05 ans, en tant qu'auditeur principal pour des missions similaires, conformément à l'article 4.3 du présent règlement. Des références dans le domaine de la gestion déléguée seraient un plus.	5 pts par référence (nombre plafonné à 5 références)
2- MOYENS HUMAINS AFFECTÉS À LA MISSION	55 points
Directeur de mission (CV signé + copie de diplôme légalisé)	15 points
Nombre d'années d'expérience de 0 à 10 ans	0 point
Au-delà de 10 ans	1 point par année (max 5 points)
Nombre de missions similaires réalisées dont au moins une dans l'audit de la Gestion Déléguée de distribution d'eau et d'électricité	10 points (2 points par étude similaire)
AUDITEURS (auditeur financier + expert en informatique + auditeur investissement) (CVS signés + copie des diplômes légalisés)	30 points
Auditeur financier	10 points
Formation : expert-comptable diplômé	2 points
Nombre d'années d'expérience de 0 à 5 ans	0 point
Au-delà de 5 ans	1 point par année (max 4 points)
Nombre de missions similaires réalisées dont au moins une dans l'audit de la Gestion Déléguée de distribution d'eau et d'électricité	1 point par mission similaire (max 4 points)
expert en informatique	10 points
Formation : ingénieur ou équivalent en système d'information et base de données	2 points
Nombre d'années d'expérience de 0 à 5 ans	0 point
Au-delà de 5 ans	1 point par année (max 4 points)
Nombre de missions similaires réalisées	1 point par mission similaire (max 4 points)
auditeur investissement	10 points
Formation : ingénieur ou équivalent en hydraulique ou génie électrique	2 points

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
Wilaya de la Region de Rabat- Sale- Kénitra
 GESTION DELEGUEE DES SERVICES D'EAU POTABLE, D'ELECTRICITE ET D'ASSAINISSEMENT
AUTORITE DELEGANTE

Nombre d'années d'expérience de 0 à 5 ans	0 point
Au-delà de 5 ans	1 point par année (max 4 points)
Nombre de missions similaires réalisées	1 point par mission similaire (max 4 points)
Autres auditeurs (CVS signés + copie des diplômes légalisés)	10 points
Nombre d'années d'expérience de 0 à 5 ans	0 point
Au-delà de 5 ans	1 point par année (max 2 points/auditeur)
Nombre de missions similaires réalisées	1 point par mission similaire (max 2 points/auditeur)
3- MOYENS MATERIELS AFFECTES AU PROJET	5 points
Liste des logiciels de modélisation (Certificat de License, présentation... à fournir)	5 points
Liste du matériel (Caractéristiques, état...à fournir)	
4- METHODOLOGIE ET PLANNING	15 points
4-1. METHODOLOGIE	10 points
Insuffisante ou non-conforme	0 points
Conforme au CPT	+5 points
Améliorée	+ 5 à 10 points
4-2.- PLANNING DÉTAILLÉ DES ETUDES (cohérence et montage du planning ainsi que respect du délai global)	2.5 points
4-3.- CHRONOGRAMME NOMINATIF D'INTERVENTION DU PERSONNEL AFFECTE AUX MISSIONS (cohérence et optimisation des interventions)	2.5 points
TOTAL	100 points

Toute offre ne répondant pas aux critères suivants sera systématiquement écartée :

- Note technique inférieure à 70 points;
- Le Soumissionnaire ne présente pas au minimum une référence similaire sur les 5 dernières années.
- Le Directeur de mission ne fait pas partie du personnel permanent du Cabinet (A justifier par un contrat de travail ou un engagement signé entre la personne concernée et le Cabinet, au moins pour la durée de la mission) ou si le Directeur proposé ne dispose pas d'une référence similaire

dans l'audit de la Gestion Délégué de distribution d'eau et d'électricité.

- **l'auditeur financier proposé ne dispose pas d'une référence similaire** dans l'audit de la Gestion Délégué de distribution d'eau et d'électricité .
- **l'équipe proposée ne contient pas un des profils précisés (hors les autres auditeurs)**

2- Examen des offres financières

Selon les résultats de l'examen et de l'évaluation des offres des soumissionnaires, l'Autorité Délégante se réserve le droit d'attribuer le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse économiquement, après atteinte du seuil minimum technique (70 pts/100),

L'examen des offres financières concerne les candidats retenus techniquement.

Les offres financières des concurrents sont évaluées et une note financière (NF) sera attribuée à chaque offre en fonction de la formule ci-après :

La note maximale, 100 points, sera affectée à l'offre financière la moins disante.

Les notes des autres offres seront déterminées par extrapolation.

NF= Note Financière =100* (Offre financière moins disante/offre financière considérée).

La note technico-financière (NTF) de chaque concurrent sera calculée en faisant la somme de la note technique (NT) et de la note financière (NF) pondérées respectivement selon les coefficients de **30%** pour l'offre financière et de **70%** pour l'offre technique.

$$(NTF) = 70\% \times (NT) + 30\% \times (NF)$$

Le soumissionnaire ayant obtenu la note technico-financière (NTF) la plus élevée sera déclaré attributaire du marché.

Dans l'éventualité où les offres reçues ne sont pas intéressantes, l'Autorité Délégante pourra déclarer l'AO concerné infructueux.

ARTICLE 36– DEFAILLANCE D'UN CABINET

Si au cours de la réalisation des prestations, l'Autorité Délégante est amenée à constater des problèmes de qualité, ou d'incapacité à maintenir un rythme adéquat dans la réalisation des opérations d'audit, l'Autorité Délégante se réserve le droit de résilier le marché. Des mesures coercitives seront appliquées, le cas échéant, à l'encontre de la société défaillante conformément à l'article 52 du CCAG-EMO.